

## Arcelor Mittal. Romain Zaleski s'intéresse à Gandrange

# « Je réfléchis à une reprise du site »

► Ni vraiment bâtisseur, ni pur financier, ni pleinement serviteur d'Etat, à 74 ans, Romain Zaleski défie tous les classements. Sauf ceux des grandes fortunes. Il pèse 6 milliards d'euros. D'emblée, on pourrait le comparer à Albert Frère. Comme lui, « Monsieur Z » - son surnom en Italie - a le don de repérer les bonnes affaires et d'être l'homme pivot dans des batailles passées (Edison, Arcelor...) et à venir (Eramet). Il y a aussi du Bolloré chez cet industriel-là. Les coups financiers en Italie de ce joueur de bridge, qui enfile les plus-values comme les perles, animent la presse économique de la Péninsule. Son pays d'adoption depuis le milieu des années 1980, après la Pologne et la France, où, dit-il, « les patriotismes régionaux n'ont rien à envier au patriotisme d'Etat pratiqué dans l'Hexagone ». Diplômé de Polytechnique et de l'Ecole des mines, il a goûté au service de l'Etat. Il est même devenu trésorier de l'UDF sous Giscard d'Estaing.

Depuis le 5 mars, Romain Zaleski est devenu l'administrateur démissionnaire du conseil d'ArcelorMittal. Entré au capital d'Arcelor au printemps 2006, en pleine bataille et en défense de Guy Dollé, il finit par basculer dans le camp de l'attaquant, Lakshmi Mittal. Pourquoi démissionner maintenant ? « Parce que je réfléchis à une reprise du site de Gandrange par mon groupe, Carlo Tassara. En Italie, nous produisons près de Brescia des aciers de qualité mais nous voulons accroître notre capacité. On vend partout et, sur le créneau des aciers spéciaux, on peut assumer des coûts de production plus élevés », déclare au JDD l'entrepreneur. Histoire de préciser les termes du communiqué d'ArcelorMittal qui justifie son retrait par « la volonté de poursuivre d'autres intérêts commerciaux dans le secteur de l'acier ».

A l'évidence, ses intérêts ne portent que sur Gandrange. « J'ai indiqué à la direction que je souhaitais faire une visite des lieux le 1<sup>er</sup> mars, mais je n'ai pas eu de retour. Alors j'ai pensé que j'aurai peut-être plus de chance sans ma casquette d'administrateur », ajoute-t-il. Son plan de reprise n'est pas encore ficelé mais l'homme a sa petite idée et une passion d'indus-



Bruno Delessard/Challenges

Le milliardaire Romain Zaleski.

triel pour l'acier et les matières premières. « Il veut reprendre tout le site et pas juste un bout », croit savoir une source. « Il fait ça en réalité pour contrer Lakshmi Mittal qui s'intéresse de près à Eramet. Or, Zaleski détient déjà plus de 13 % du groupe minier et monterait volontiers au capital », décrypte une autre source.

« Cela fait longtemps que je suis dans Eramet. S'il y a restructuration, je regarderai cela de très près », répond l'intéressé qui a acheté ses titres autours de 40 €, alors qu'ils cotent aujourd'hui 529 €. Outre Areva, les principaux actionnaires d'Eramet sont les Duval. Tenue par un pacte d'actionnaires renouvelable pour un an en juin prochain, la famille entretient le mystère sur ses intentions. Romain Zaleski aussi, qui pourrait être tenté d'empocher sa plus-value et non d'augmenter sa participation. D'autant qu'il a d'autres fers au feu. Dont cette future banque polonaise qui occupe sa fille Hélène à plein temps depuis des mois. Une création ex-nihilo « sur le plus grand marché en croissance à l'Est après la Russie et l'Ukraine », dont il espère divulguer le nom dans un mois. **Bruna Basini**

### Une semaine décisive

■ A Gandrange (Moselle), la semaine s'annonce chargée. Sous le coup de puis janvier d'un plan de réorganisation comportant la suppression de 595 postes sur un millier, le site de l'usine Arcelor-Mittal ne devrait pas désempiler. Sauver Gandrange est devenu une cause nationale, le projet industriel d'une poignée de sidérurgistes : le russe Severstal via Ascometal, l'indien Tata Steel, l'allemand Saarstahl et l'italien Carlo Tassara de Romain Zaleski. C'est aussi une préoccupation syndicale et une occupation à pleins temps pour une demi-douzaine de cabinets de conseil en stratégie et communication. L'effervescence devrait atteindre son summum vendredi. Ce jour-là, les syndicats d'ArcelorMittal à Gandrange doivent remettre à la direction leur contre-projet industriel et social. Ce plan, auquel adhèrent les trois syndicats de l'entreprise (CFTC, majoritaire, CFE-CGC et CGT), invite le groupe à investir autour de 150 millions d'euros sur trois ans et à réajuster son carnet de commandes. En marge de cette démarche, la CGT pousse un autre scénario : celui d'un rachat par un repreneur extérieur. Elle a invité le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, à venir s'exprimer à Gandrange le 14 mars et a prévu d'organiser une conférence de presse mardi à Paris.

Lakshmi Mittal ou Nicolas Sarkozy, qui s'était rendu à Gandrange le 4 février, s'exprimeront-ils d'ici là ? « On nous dit que le président de la République décidera demain à quel moment il compte intervenir. L'Etat doit arrêter de jouer avec l'angoisse des salariés. Si un repreneur existe, qu'il fasse connaître son plan d'investissement. De toute façon, le mot de la fin appartient à Lakshmi Mittal », juge Edouard Martin, élu CFDT au comité d'entreprise européen du groupe. **B.B.**